

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 17

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'ATLANTICO DEL NORD

QUARANTADUESIMA SESSIONE ANNUALE, PARIGI, 17-21 NOVEMBRE 1996

Risoluzione n. 268 (1)
su una più ampia alleanza per una migliore stabilità e libertà

Annunziata il 21 dicembre 1996

L'ASSEMBLÉE

1. Rappelant sa résolution 255 de 1994 préconisant que le processus d'élargissement de l'Alliance commence au plus tard en 1999, qu'un calendrier soit élaboré, que les droits et les obligations des nouveaux membres soient définis, que les Etats membres du Conseil de l'Atlantique Nord promulguent des lois censées accélérer l'interopérabilité et l'intégration et invitant la Commission permanente à lancer des procédures appropriées visant à faciliter une expansion parallèle de l'Assemblée;

2. Constatant que onze pays – l'Albanie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, l'ex-Ré-

publique Yougoslave de Macédoine, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque – souhaitent devenir membres de l'Alliance;

3. Persuadée que l'élargissement de l'OTAN permettra d'asseoir la démocratie, promouvoir les relations de coopération dans les domaines militaire et politique, renforcer la fonction essentielle de l'OTAN ainsi que son aptitude à mener des missions nouvelles de soutien de la paix;

4. Vivement encouragée par la coopération entre alliés et pays partenaires au sein de l'IFOR et saluant ces hommes et femmes en uniforme qui ont oeuvré avec

(1) Présentée par la Commission politique.

diligence et qui doivent poursuivre la mise en oeuvre de l'accord de paix de Dayton;

5. Convaincue que le Conseil de l'Atlantique Nord doit, lors de sa prochaine réunion en décembre 1996, préparer sans attendre l'ouverture des négociations d'accession début 1997 au plus tard, étant entendu que l'accession de nouveaux membres sera décidée cas par cas et que chaque candidat se verra offrir les mêmes possibilités d'adhérer à l'Alliance;

6. Réaffirmant que l'Alliance reste ouverte à tout Etat européen répondant aux conditions évoquées dans l'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord de 1949 et l'Etude sur l'élargissement de l'OTAN de 1995, et notamment l'engagement de régler tous différends internationaux, questions ethniques et territoriales comprises, par des moyens pacifiques conformément aux principes de l'OSCE; le maintien de l'efficacité de l'Alliance par le partage des rôles et des responsabilités; l'acquisition de capacités permettant d'opérer de façon efficace avec d'autres forces de l'OTAN l'adhésion à la stratégie de l'Alliance; l'obtention d'un consensus sur toutes les questions auxquelles est confrontée l'Alliance; le contrôle démocratique et civil des institutions de défense et un engagement clair et irréversible à promouvoir la démocratie, les relations de bon voisinage, la stabilité, les droits de la personne humaine et les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, la justice sociale et la liberté économique;

7. Accueillant avec satisfaction le vote, par le Congrès des Etats-Unis et à des majorités écrasantes, du NATO Enlargement Facilitation Act qui témoigne de l'incontestable soutien qu'apporte le monde législatif à la ratification des futurs protocoles d'accession au Traité de l'Atlantique Nord;

8. Reconnaisant qu'un Partenariat pour la paix renforcé et la poursuite du dialogue entre l'OTAN et les partenaires intéressés peuvent assurer de manière tan-

gible que la porte de l'Alliance restera ouverte aux pays n'ayant pas été admis dans un premier temps, et que tous les candidats intéressés devront se voir offrir les mêmes chances de répondre aux critères d'adhésion à l'Alliance;

9. INVITE INSTAMMENT les gouvernements de l'Alliance et le Conseil de l'Atlantique Nord à:

a) rappeler que le processus d'élargissement se déroule parallèlement au renforcement de l'OSCE;

b) réaffirmer qu'il faut éviter de tracer de nouvelles lignes de démarcation en Europe;

c) réitérer leur attachement au maintien en place d'un processus d'accession;

d) inviter, au plus tard pour le début de 1997, les Partenaires qui ont exprimé leur souhait d'adhérer à l'OTAN et qui s'emploient à répondre aux critères d'admissibilité, tels qu'énoncés dans l'Etude sur l'élargissement de l'OTAN, à entamer des négociations visant à augmenter le nombre de membres de l'OTAN le plus rapidement possible;

e) compléter ces efforts par un soutien national élargi des activités et programmes de coopération du Partenariat, de manière à faciliter l'intégration, au sein de l'OTAN, des Partenaires souhaitant en devenir membres;

f) renforcer le Partenariat en élargissant la portée des activités opérationnelles, de planification et d'examen de la défense, au-delà du maintien de la paix, de telle sorte qu'elles englobent les nouvelles missions de l'Alliance;

g) entreprendre un vaste examen des moyens susceptibles de consolider et d'améliorer les retombées concrètes des activités de rapprochement de l'Alliance, y compris celles concernant l'avenir du Conseil de coopération nord-atlantique, et de coordonner les activités menées par l'Alliance et l'OSCE dans le but de renforcer la sécurité et la stabilité;

h) développer des relations spéciales entre l'OTAN et l'Ukraine au travers d'un accord et, entre autres, de la création rapide de bureaux d'information de l'OTAN à Kyiv;

10. INVITE INSTAMMENT le gouvernement et l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie à:

développer les propositions de l'OTAN visant à mettre sur pied un cadre politique régissant les relations entre l'OTAN et la Russie, à la mise en application d'un dialogue et d'une coopération vastes, renforcés et institutionnalisés entre l'OTAN et la Russie et à établir des bureaux de liaison permanents à l'OTAN et au SHAPE;

11. INVITE INSTAMMENT les parlements des pays membres de l'Assemblée à:

exprimer officiellement leur soutien en faveur d'un élargissement rapide de l'OTAN auquel seraient consacrés les moyens nécessaires;

12. INVITE INSTAMMENT la Commission permanente à:

a) créer, au sein de la Commission politique, un groupe de travail sur les relations institutionnalisées de l'OTAN avec la Russie, l'Ukraine et d'autres pays;

b) étudier les possibilités d'intégration plus étroite, au sein de l'AAN, des pays invités à rejoindre l'Alliance et à présenter ses conclusions à l'Assemblée tout entière à la Session de printemps de 1997.

N.B. Traduzione non ufficiale.

Risoluzione n. 268
su una più ampia alleanza per una migliore stabilità e libertà

L'ASSEMBLEA,

1. Richiamata la risoluzione n. 255 (1994) nella quale si sollecitava che l'allargamento della NATO avesse inizio non oltre il 1999, che venisse elaborato un calendario nonché venissero enunciati diritti ed obblighi, che gli Stati membri adottassero di legislazioni atte ad agevolare l'interoperabilità e l'integrazione, nonché la decisione della Commissione Permanente di avviare le procedure adeguate a facilitare l'espansione parallela dell'Assemblea;

2. Preso atto del fatto che 11 nazioni – Albania, Repubblica Ceca, Estonia, Ungheria, Lettonia, Lituania, ex Repubblica Jugoslava di Macedonia, Polonia, Slovacchia, Slovenia e Romania – mirano ad entrare a far parte dell'Alleanza;

3. Convinta che l'allargamento della NATO contribuirà a consolidare la democrazia, promuovere rapporti di cooperazione militare e politica e a rafforzare le funzioni fondamentali della NATO nonché la sua capacità a condurre nuove missioni a sostegno della pace;

4. Estremamente incoraggiata dalla cooperazione tra alleati e nazioni partner nella IFOR, e salutando i loro uomini e

donne in uniforme che hanno operato diligentemente e che dovranno continuare ad assicurare l'attuazione degli accordi di pace di Dayton;

5. Convinta che la nuova riunione del Consiglio del Nord Atlantico del dicembre 1996 debba gettare le basi per l'avvio dei negoziati di accesso non oltre l'inizio del 1997, prevedendosi che l'ingresso nell'Alleanza avvenga in base ad un esame caso per caso e che a ciascun candidato vengano offerte le stesse possibilità di fare il suo ingresso nell'Alleanza;

6. Riaffermato che l'Alleanza rimane aperta a qualsiasi nazione europea che soddisfi le condizioni di cui all'articolo X del Trattato dell'Atlantico del Nord del 1949, e lo Studio sull'allargamento della NATO del 1995 ivi inclusi: un impegno a comporre le controversie internazionali su argomenti etnici e territoriali con mezzi pacifici conformemente ai principi dell'OSCE; il mantenimento dell'efficacia dell'Alleanza a mezzo della condivisione dei ruoli e delle responsabilità; l'acquisizione del potenziale per operare in modo efficace con le altre forze della NATO; l'adesione alla strategia dell'Alleanza; il raggiungimento del consenso su tutti i problemi aperti di fronte all'Alleanza; l'istitu-

zione di un controllo democratico e civile sugli organi della difesa; la dimostrazione di un impegno chiaro e irreversibile per la promozione della democrazia, il buon vicinato, la stabilità, i diritti dell'uomo e i diritti delle persone appartenenti a minoranze nazionali, la giustizia sociale e la libertà economica;

7. Accogliendo con favore l'approvazione da parte del Congresso degli Stati Uniti, a stragrande maggioranza, della Legge per la facilitazione dell'allargamento della NATO come chiaro segnale di sostegno legislativo alla ratifica di futuri protocolli di accesso al Trattato dell'Atlantico del Nord;

8. Convenendo che un miglior Partenariato della pace (PFP) e un dialogo ininterrotto e più intenso tra la NATO e i partner interessati possa concretamente far sì che le porte dell'Alleanza rimangano aperte per quelle nazioni che non saranno ammesse nella prima fase, e che ciascun candidato debba poter godere delle stesse opportunità per soddisfare i criteri di ingresso nell'Alleanza;

9. SOLLECITA i Governi della NATO e il Consiglio dell'Atlantico del Nord a:

a) ricordare che l'allargamento progredisce parallelamente al rafforzamento dell'OSCE;

b) riaffermare che la creazione di nuove linee di divisione in Europa deve essere evitata;

c) riaffermare il loro impegno al mantenimento del processo di adesione;

d) invitare non oltre l'inizio del 1997 quei partner che hanno espresso l'interesse di entrare a far parte della NATO e che stanno lavorando per conformarsi ai criteri di eleggibilità di cui allo Studio sull'allargamento della NATO ad avviare i

negoziati di accesso volti all'aumento dei membri quanto prima;

e) l'integrazione di tali sforzi con un sostegno nazionale più ampio alle attività del Partenariato per la pace e ai programmi di cooperazione così da facilitare l'integrazione nella NATO a quei partner che cercano di aderirvi;

f) il miglioramento del Partenariato per la pace aumentandone l'ambito delle attività operative e di pianificazione della difesa e del controllo al di là delle operazioni di mantenimento della pace per comprendere le nuove missioni dell'Alleanza;

g) l'avvio di un riesame a 360 gradi del miglior modo in cui unificare e migliorare il valore pratico delle attività di punta dell'Alleanza compreso il futuro del COCONA (Consiglio di Cooperazione Nord Atlantico), e il coordinamento delle attività tra l'Alleanza e l'OSCE per migliorare sicurezza e stabilità;

h) mettere a punto un rapporto speciale tra la NATO e l'Ucraina tramite un accordo, comprendente la rapida creazione di un ufficio d'informazione NATO a Kiev;

10. SOLLECITA il Governo e l'Assemblea Federale della Federazione Russa a:

accettare e mettere a punto le proposte NATO perché esista un quadro politico di rapporti NATO-Russia e per l'attuazione di un dialogo ed una cooperazione più ampi e istituzionalizzati tra la NATO e la Russia, nonché la istituzione di uffici di collegamento permanenti presso la NATO e lo SHAPE;

11. SOLLECITA i Parlamenti degli Stati membri dell'Assemblea a:

esprimere nuovo sostegno formale ad un allargamento rapido e revitalizzato della NATO;

12. SOLLECITA la Commissione Permanente a:

a) istituire un gruppo di lavoro nell'ambito della Commissione Politica perché formuli una proposta in merito a rapporti istituzionalizzati tra la NATO e la Russia;

b) esaminare le opzioni di maggiore integrazione nell'Assemblea dell'Atlantico del Nord dei paesi invitati a far parte dell'Alleanza, e riferire all'Assemblea in occasione della Sessione di primavera del 1997.